




TOUJOURS PLUS D'AUSTERITE

du 18 au 22 novembre 2013

TOUS EN ACTION

Partout en France, les luttes se multiplient dans les hôpitaux et les établissements sociaux, partout pour les mêmes raisons. Elles sont la conséquence de la même politique mise en œuvre par un gouvernement de Droite et rebaptisée Modernisation de l'Action Publique pour faire croire au changement par le gouvernement actuel. Cette politique continue ses ravages au travers des Projets de Loi de Financement de la Sécurité Sociale qui se succèdent d'année en année.

 **Malgré nos appels répétés pour la mise en œuvre d'autres orientations, le PLFSS 2014 ne déroge pas à la règle :**

» Un ONDAM (Objectif national des dépenses d'assurance maladie) à 2,4% - encore en baisse par rapport à celui de l'année dernière à 2,6% et déjà largement insuffisant pour juste reconduire l'existant

» Moins 440 millions d'euros pour les finances des hôpitaux déjà exsangues, au titre de l'effort d'économie !

» Moins 500 millions d'euros sur les frais de gestion des dossiers des assurés sociaux !

» Aucune mesure nouvelle de reprise de dettes.

» La généralisation des complémentaires santé en guise d'amélioration supposée de l'accès aux soins, soit la confirmation d'un système de soins à deux vitesses...

Voilà les principaux ingrédients du plan en discussion. Nos députés seraient bien inspirés d'en mesurer les conséquences: des budgets en baisse, des salariés épuisés par des conditions de travail considérablement dégradées et qui ne comprennent plus ce qu'on leur demande parce que la chasse ouverte aux économies occupe et monopolise tous les esprits.

P O U R
Des budgets
répondant aux besoins des
usagers et des salariés !

Des emplois
qualifiés !

Un grand service
public de santé et
d'action sociale !

Une protection
sociale et
solidaire !

Dans ce contexte, comment est-il possible de prendre soin et accompagner correctement nos patients et résidents avec un minimum d'humanité ?

Plus que jamais, restons mobilisés sur le sujet du financement de la sécu pour dire haut et fort notre refus de l'austérité, dire encore qu'il nous est impossible de faire toujours plus avec toujours moins.

MULTIPLIONS LES INITIATIVES
LORS DE LA SEMAINE
D'ACTION DU

18 au 22 novembre,
AVEC UN TEMPS FORT

Mardi 19 novembre,

devant les ARS
ADRESSONS-NOUS AUX ELU-ES,
AUX CITOYEN-NES, AUX
ADMINISTRATEURS ETC...



LUTTONS
POUR UN
FINANCEMENT
DE LA SECU
A' LA HAUTEUR
DES BESOINS !



Propositions CGT



- ☑ Reconquête et construction d'un grand service public de Santé et d'Action Sociale
- ☑ Développement de la protection sociale solidaire pour garantir un service public de Santé et d'Action Sociale accessible à tous et garantissant l'autonomie à tous les âges de la vie
- ☑ Arrêt des restructurations en cours et renforcement de l'existant notamment dans le cadre des missions de Service Public qui doivent rester exclusivement assurées au sein de l'hôpital public

- ☑ Réouverture des services fermés sur des critères purement financiers bien qu'utiles pour assurer la couverture sanitaire, sociale et médico-sociale des populations
- ☑ Financement de l'Hôpital public assurant la permanence des soins
- ☑ Meilleure répartition de l'offre de médecine de ville (médecine générale et spécialités au tarif conventionnel du secteur 1)
- ☑ Création de centres de santé renforcés, assurant une offre pluridisciplinaire, des missions de prévention et d'accompagnement social, mais aussi participant à la permanence des soins ambulatoires par un accueil aux horaires élargis en soirée, le week-end et les jours fériés.

POUR

**une vraie
politique
de l'emploi
et des
salaires
dans la
Santé
et l'Action
Sociale**

Nous revendiquons des mesures immédiates, et nous exigeons, dans un premier temps, l'exonération de la taxe sur les salaires dans la Fonction Publique Hospitalière. Cette taxe est injuste et incompréhensible, elle organise le transfert des cotisations sociales des hôpitaux publics vers le budget de l'État, alors que dans le même temps les entreprises privées bénéficient d'exonérations de cotisations patronales.

L'exonération de la taxe sur les salaires donnerait un souffle à l'hôpital public de 2,5 milliards d'€ soit l'équivalent de 50 000 emplois ou 6 % des dépenses en personnel. Cela permettrait de remettre à flot les établissements, de créer de l'emploi, de réduire les charges d'emprunt par recapitalisation. La Fédération Hospitalière de France estime qu'il suffirait d'1,5 milliards d'€ de financement supplémentaire pour assainir la situation des hôpitaux.

Propositions CGT

- » L'exonération de la taxe sur les salaires permettant de gagner 6% sur les dépenses de personnel et de (re)créer 50 000 emplois,
- » Un Plan Urgence Emploi Formation,
- » Revalorisations salariales en portant le salaire minimum à 1700 € net.



Vous ne voulez pas en rester là !

Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite prendre contact me syndiquer

NOM : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Téléphone : Email :
Etablissement (nom et adresse) :

Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr

Fédération Santé et Action Sociale - Case 538 - 263 rue de Paris 93515 Montreuil Cedex - orga@sante.cgt.fr - Tel : 01 55 82 87 59 ou 87 65